

DIAL 2521

ARGENTINE - Le récit des événements

Martin Burgos

mardi 1er janvier 2002, mis en ligne par [Dial](#)

L'Argentine ne cesse de plonger vers l'abîme . Les événements se sont précipités fin décembre : manifestations de rue, démission du ministre de l'économie Domingo Cavallo, suivie peu après par celle de l'ensemble du cabinet, déclaration de l'état de siège, démission du président Fernando De la Rúa, désignation d'un nouveau président , Adolfo Rodriguez Saa, annonce de nouvelles élections au mois de mars, création d'une nouvelle monnaie à usage interne, nouvelles manifestations violentes suivies de la démission du nouveau président, etc. La crise économique et sociale ne s'est pas arrêtée pour autant. Ci-dessous, un jeune économiste argentin, Martin Burgos, fait le récit des journées décisives de manifestations qu'il a vécues de l'intérieur les 19 et 20 décembre 2001.

19 décembre 2001. Aujourd'hui restera sans doute dans les mémoires de tous les Argentins. En effet, le lundi ont commencé de façon quasi spontanée dans toutes les régions d'Argentine des pillages, sauf à Buenos Aires. La principale ville touchée fut Rosario. Malgré les saccages de supermarchés et la répression dans tout le pays, ces événements ne firent pas la une des journaux locaux car ils ne concernaient pas la capitale. Mais mardi, les saccages de supermarché ont commencé timidement à pénétrer dans Buenos Aires. Aujourd'hui, mercredi, ce fut massif et jusque dans le centre ville : comme dans les pires films d'horreur, les pauvres (morts-vivants de notre époque) sont sortis des bidonvilles (nos cimetières sociaux) en masse. Ils avaient faim. Et ils sont aller chercher à manger là où il y a de la nourriture : dans les supermarchés. Mais pas dans les grands Carrefour ou Auchan de Buenos Aires, non : dans les petits supermarchés (ce qu'en France on appelle du nom charmant de superette), sans personnel de sécurité, maintenus par leur propres propriétaires. Hobbes aurait pu être ravi : enfin c'est la guerre des pauvres. Des pauvres morts de faim qui se jettent dans un magasin tenu par une personne un peu moins pauvre qu'eux, qui dans certains cas se fait justice elle-même, tuant un ou deux des assaillants, mais qui, de toutes facons, perdra tout, rejoignant ainsi le camps des morts de faim, ruinés. Dans d'autres cas, la police (d'autres pauvres) tire dans la foule, tue un ou deux des assaillants, mais est totalement débordée par les événements. Ce soir, notre président décrète l'état de siège, chose qui n'était pas arrivée depuis...1989, à l'occasion d'une autre vague de saccages de magasins.

En 1975, l'Argentine avait 12% de sa population sous le seuil de pauvreté. Aujourd'hui, 40%. Le coup d'État militaire de 1976 n'est bien évidemment pas étranger à tout cela. Le changement de politique économique fut dès le premier jour radical : c'était la fin de l'industrie nationale et le début du saccage de l'État de la part des grands groupes économiques locaux et internationaux.

Je crois qu'il vaut la peine, si on veut avoir une explication ferme de ce qui se passe en ce moment, de faire un peu d'histoire. Comment en est-on arrivé à l'absurde situation d'un pays qui est un des grands exportateurs de produits alimentaires de toute sorte, et où ses habitants sont poussés à saccager de temps à autre les magasins pour pouvoir manger ?

Situation peut être unique au monde, où les dirigeants d'un pays en voie de développement désindustrialisent et argumentent que c'est ainsi que nous progresserons, à l'encontre de tout sens commun. La dictature militaire a donc ouvert ses portes aux importations, détruisant ainsi l'industrie

locale et finançant la consommation des habitants avec la dette extérieure. Ainsi, la croissance sera rendue impossible lors du retour de la démocratie durant toutes les années 80 ("la décennie perdue", l'appelle-t-on) qui se termineront avec l'hyperinflation de 1989 (1 000 % par an, oui, c'est possible, ça fait descendre tous les salaires et ça provoque le saccage des supermarchés...).

Dans les années 90, se reproduit le même schéma : croissance financée par la dette extérieure durant les années du président Menem, puis de l'actuel président De la Rúa qui ne sait pas comment la payer. Alors cette fois, ce n'est pas l'inflation qui appauvrit, c'est le chômage : 18,5 % officiellement. Sachant qu'il n'y a pas d'indemnisation pour les chômeurs, la question (qui revient tout le temps quand j'explique cela à un Français) est : comment font les gens pour vivre ? Justement, c'est la question du moment. Pour payer les intérêts de la dette, l'État puise dans le budget social. Mais ce budget est justement ce qui fait vivre les gens sans boulot : beaucoup d'enfants vont à l'école pour se nourrir (la fameuse cantine), les hôpitaux sont gratuits (et le restent miraculeusement) et s'ajoutent à cela les divers plans sociaux. De fait, ces ressources fonctionnent pour les gens comme un salaire. Elles leur permettent de vivre.

Pour payer les intérêts qui tombent en cette fin d'année, et ainsi respecter les directives du FMI (ne pas tomber en cessation de paiement), le gouvernement a simplement coupé tous les vivres du budget social prévu pour décembre et les a versés au paiement de la dette. C'est pourquoi tous les saccages ont cette caractéristique d'être spontanés, sans revendication politique, soutenus par aucune structure politique ou syndicale (aucune structure ne pourrait soutenir un tel mouvement).

Nous sommes donc arrivés à un tournant dans l'histoire du pays, qui n'offre, contrairement à 1989 (ou Menem apparaissait comme un sauveur), aucune alternative viable. En effet, à gauche personne n'a pu se relever de la destruction idéologique et physique (30 000 disparus, combien d'exilés...) qu'a imposée la dictature de 1976. Les deux partis majoritaires (radicaux et péronistes) semblent impuissants, ruinés par des alternances sans succès depuis le retour de la démocratie.

Beaucoup d'intellectuels ont peur que tout cela n'ouvre la porte à une figure de la "droite extrême", qui pourrait avoir le nom du péroniste Ruckauf, gouverneur de la province de Buenos Aires (la plus puissante du pays) et qui a commencé son mandat en nommant l'ancien militaire putschiste Rico ministre de l'intérieur. Il a demandé cette semaine au parlement provincial les pleins pouvoirs pour appliquer une sévère réduction de l'effectif des fonctionnaires de la province...

L'histoire est en train d'avancer à un rythme incroyable. Le décret d'état de siège a été annoncé ce mercredi 19 décembre vers 22h30 par le président De la Rúa lui-même. Spontanément, la classe moyenne a réagi et a commencé à répondre en faisant du bruit avec tout ce que les gens avaient sous la main, bouteilles, casseroles, etc... Ils sont descendus dans la rue défiant l'état de siège et se sont rassemblés aux points centraux du pays. Avec mes parents nous sommes allés vers la plaza Congreso, au milieu d'un fleuve de gens qui descendaient l'avenue Callao à contresens. De là, nous sommes allés vers le Palais Rose (Casa Rosada), notre Élysée local. La quantité de gens était impressionnante. Jamais il n'y a eu autant de monde comme hier dans les rues.

Conséquence immédiate : Cavallo et tout les ministres ont démissionné... Peu après, la police charge, gaz lacrimogène, prisonniers, 12 morts au total. À peine suis-je arrivé à la place centrale (plaza de Mayo), les gaz ont commencé, nous nous sommes réfugiés à l'Obélisque, d'autres sont retournés vers la plaza Congreso. Chaque groupe est retourné à l'assaut de la place par trois fois, et chaque fois on se retirait à cause des gaz. La quatrième fois fut la bonne : la place était à nous, et tout ça à 3 heures du matin !

Au même moment, l'autre groupe avait pris la plaza Congreso et était même rentré dans le palais du Congrès national. La police a chargé ce groupe-là (j'étais alors revenu comme la plupart des gens). La place est à trois blocs de chez moi : on a donc vu la barbarie policière presque en direct. Ils ont chargé sur le Congrès (2 morts) et ont pourchassé les gens jusque chez eux (ils rentraient dans les maisons qui accueillait les réfugiés...). On appelle ça l'état de siège...Et ça impressionne beaucoup.

Après cette journée et cette nuit de folie, au matin on ne sait toujours pas ce qui va se passer durant la journée. Les occupants de la Plaza de Mayo sont restés toute la nuit et ce matin à 9h, ils ont commencé à

les virer (ils étaient 200 environ) et on vient de m'annoncer que la police a chargé sur la place (il est 11 h 30 et je suis au boulot depuis 1 heure environ, je ne sais pas où je serai dans 2 heures...)

Le problème que pose cette spontanéité, c'est qu'il n'y a aucune direction. Les commentaires des manifestants sont confus, beaucoup d'entre eux manifestent pour la première fois, et il y a un truc bizarre : il n'y a aucun drapeau, sauf quelques drapeaux argentins. Les trotskistes ont essayé de les déployer (évidemment tout cela correspond au petit manuel de la Révolution) mais tout de suite une masse (je ne dis pas une structure, je dis une masse, ce qui est très différent) les en a empêchés. Les détériorations de matériels et les bris de vitrines se sont concentrés sur les grandes banques internationales. Le refus de toute structure m'impressionne. Seule les mères de la Place de Mai (les Madres de Plaza de Mayo) sont respectées (la charge de la police montée à cheval en ce moment se fait sur elles, qui étaient venues soutenir les manifestants). La seule solution à tout cela est politique, mais comment faire si personne ne guide ce mouvement ?

Tout cela rappelle sûrement le 17 octobre 1945 pour les Argentins (quand les ouvriers sont descendus de toute la ville sur la même plaza de Mayo pour exiger la liberté de Perón, avec la même confusion et spontanéité) mais cette fois-ci il n'y a pas de Perón ni rien qui lui ressemble. Pour les Français, il doit y avoir une analogie avec la Révolution française (que souligne le journal progressiste Página 12 - je vous conseille la page <<http://www.pagina12.com.ar>> pour suivre les événements) où tout commence par la faim du peuple et s'achève avec la révolution bourgeoise...

Jeudi 20 décembre. Voilà, c'est le début d'autre chose. Le président De la Rúa a finalement démissionné ce soir. Après être sorti du boulot, je suis allé sur les "barricades" improvisées (comme tout le reste dans cette agitation spontanée) et j'ai encore respiré du gaz. Ça devient presque une habitude. Beaucoup de gens qui sont au milieu de cette agitation sont des personnes qui n'avaient jamais été à une manif, et ils sont tombés sur celle-ci. La plus dure de toutes, car les gens ne parlaient pas, la police chargeait en lançant des gaz, tout le monde se repliait, et quand les gaz disparaissaient, on repartait à l'assaut... tout est une question de pratique en fin de compte. Les gaz c'est stupide, et on le sait : il suffit de s'éloigner et de revenir : ça disperse ceux qui ne sont pas très décidés, en général. Mais là non, les gens revenaient, avaient compris le système. Que restait-il à la police pour défendre la Plaza de Mayo ? Je crois qu'il ne restait, pour aller au bout de cette folie, que les 5 morts par balles que l'on a pu compter, 5 morts qui faisaient enrager encore plus les gens. Au total, dans ces 2 jours de folie, 22 morts, plus de 1 500 détenus, 200 blessés. Le président ne pouvait pas tenir. Voir la quantité de pierres écrasées contre le sol de l'Avenida de Mayo est une des grandes images que je garderai de la journée. C'est mon avenue préférée, et la voir transformée en champ de bataille m'a suffi pour comprendre que quelque chose allait changer.

Le soir venu, les pillages sont revenus, dans le centre ville cette fois. Tous les gamins venus des quartiers pauvres du sud de la ville venaient piquer des appareils électroménagers. L'ambiance est ce soir pesante, et on ne peut vraiment pas sortir, tout finit dans une terrible confusion : groupes de pilleurs s'affrontant à des groupes de voisins qui s'organisent pour éviter les saccages, ces mêmes voisins qui recevront l'arrivée des policiers en les applaudissant (les mêmes policiers qui les avaient chargés durant la nuit d'hier), policiers en civil ou en tenue rôdant dans les rues (d'une manière qui, selon mes parents, ressemble énormément au comportement des militaires durant le dernier coup d'État de 1976), arrêtant n'importe qui avec une violence sans contrôle, jets de toutes sortes d'objets depuis les balcons contre les policiers qui poursuivent les pilleurs...

Des contradictions résumeraient ce que fut cette masse informe : refus de toute structure syndicale et politique (à noter l'absence de tout drapeau ou couleurs qui ne soient pas les couleurs nationales), refus du modèle économique néolibéral (en ce sens c'est peut-être la première victoire locale du mouvement antinéolibéral, anti-FMI, et en partie antiglobalisation (car la demande revient souvent de protéger l'industrie nationale). On pourrait y voir comme la relance de ce mouvement après les attentats des tours jumelles au niveau mondial. On y trouve un nationalisme porté très haut, une solidarité avec les saccages opérés par les pauvres (qui ont continué aujourd'hui), une compréhension de la part des commerçants qui

se sont fait piller, un rejet des personnages publics en général, des forces de sécurité et du décret déclarant l'état de siège...

Bien évidemment, comme le suggère tout ce que j'ai pu écrire durant ces deux journées : aucune proposition concrète de consensus, même si la réaction des partis fut de réclamer enfin une indemnisation généralisée pour les chômeurs (avec 18,5 % de chômeurs...il était temps). Je peux préciser maintenant la cause des saccages qui ont commencé lundi : apparemment le paiement de la dette s'est fait sur les réserves du pays et c'est la limite imposée au retrait d'argent qui a eu lieu la semaine dernière qui serait à l'origine des saccages : notre pays a, en effet, comme beaucoup de pays du tiers monde, deux marchés : le noir et l'officiel. L'officiel fonctionne presque comme en Europe (transaction par carte bleue, forte présence des banques). Le marché noir fonctionne en liquide, sans banque. En limitant le retrait d'argent de la banque, le marché officiel coupe toutes ses transactions avec le marché noir, et assèche celui-ci. Les vendeurs ambulants, les petits boulots au noir, tous ces gens là se sont donc retrouvés à la rue et sont sortis de leurs taudis pour aller chercher de quoi manger.

Voilà, juste pour vous dire que ce soir je suis un peu plus fier d'être argentin, j'espère que ceux d'entre eux qui le sont sentiront la même chose que moi, et que les autres sauront pardonner à un nationalisme bien placé, je crois.

Pour terminer plus light, je ferais le hit parade des chansons qui nous ont suivi sur les barricades :

- "el pueblo no se va" ("le peuple ne part pas", que l'on chantait pour récupérer des forces après chaque charge de la police)
- "qué boludo, qué boludo, el estado de sitio se lo meten en el ...ulo" ("vous êtes c..., l'état de siège vous pouvez vous le mettre dans le...ul)
- "el pueblo unido jamás sera vencido" ("le peuple uni ne sera jamais vaincu", surprenant revival des années 70)
- l'hymne national
- "el que no salta es un boton" (un grand classique des stades de foot, "celui qui ne saute pas est un flic")
- "si esto no es el pueblo, el pueblo dónde está" ("si ça ce n'est pas le peuple, où est le peuple ? ")

Aux dernières nouvelles, Mathov, le secrétaire de sécurité du gouvernement, a été détenu, ainsi que le commissaire Santos (responsable de la police), Cavallo serait parti en fuite en Uruguay malgré l'interdiction qui lui a été faite de quitter le territoire (pour plusieurs affaires, entre autres la même qui avait fait emprisonner l'ex-président Menem) et De la Rúa fait face à une demande de procès politique de la part des députés et sénateurs.

L'état de siège est levé et le président est parti. Tout est rentré dans l'ordre, le calme est revenu dans les rues, mais restent toutes les traces de ces deux journées : toutes les vitrines des banques sont brisées et les éboueurs nettoient les pavés d'Avenida de Mayo. Le péronisme (majorité au Sénat et au Congrès) va nommer un président intérimaire et des élections présidentielles auront lieu en mars). Je comparerais ces événements à ceux de 1983 : la classe moyenne réclamait alors la démocratie, et l'a obtenue. Aujourd'hui, elle réclame un changement de politique : on ne parle plus de couper le budget, ni de dollariser l'économie, comme il y a trois jours, mais de production, d'emploi, et d'indemnisation pour les chômeurs. Ces solutions sont neuves, et sont une conséquence des événements.

À suivre...

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2521.

- Texte (espagnol) envoyé par l'auteur et daté du décembre 2001.

- En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.